

COMMUNIQUE

LA DIRECTION GÉNÉRALE BAFOUE LE DIALOGUE SOCIAL ET ANNONCE UNE BAISSSE « **CONSIDÉRABLE** » DU BUDGET INFORMATIQUE POUR 2015:

LA CGT QUITTE LES NÉGOCIATIONS

Ce jeudi 16 octobre 2014 devait se tenir un Groupe de Travail informatique national (GT) sur la base de fiches que nous proposait la Direction Générale dans le cadre d'un dialogue social bafoué depuis trop longtemps.

Les quatre fiches proposées par la Direction Générale avaient suscité des remontées et des observations d'un nombre important de collègues en provenance de tout le réseau informatique. Ces commentaires montraient clairement leur inquiétude grandissante ainsi que leur mécontentement toujours croissant.

De fait, ces fiches constituaient selon la CGT une attaque sans précédent dans l'organisation du travail des informaticiens. Elles touchaient jusqu'à la pérennité de leurs emplois et des sites sur lesquels ils travaillaient.

Porteuse des observations, revendications et souffrances exprimées par les collègues, la délégation de la CGT avait décidé de siéger pour faire entendre sa voix.

Or, par son attitude, la Direction Générale n'a manifestement pas eu la moindre volonté d'écouter ces paroles légitimes exprimées sur des sujets très concrets :

- La première fiche devait entériner la fin de tout le développement et de l'exploitation en COBOL. Le sort des ESI et des agents concernés n'était pas abordé.
- La seconde fiche portait sur la normalisation d'un nouveau cadre de travail quant aux horaires, rigide et défavorable. Elle omettait toute notion d'astreintes qui en découlait.
- La troisième fiche abordait la question centrale de la mutualisation des fonctions support combattue avec vigueur depuis toujours par la CGT. Pourtant, la Direction Générale nous déclarait que les fiches présentées l'étaient sur demande des syndicats.
- La quatrième fiche traitait de la spécialisation des ESI dans leurs futures trajectoires. Les fermetures et la question des restructurations n'étaient pas abordées. Les préoccupations légitimes des agents l'étaient encore moins.

Pour la CGT, il était clair que ces choix de fiches étaient contraints par les réductions budgétaires à venir.

Interrogée avec insistance à plusieurs reprises sur cette question, la Direction Générale a souhaité occulter ce débat.

Finalement, M. ISSARNI (le Directeur du SI qui présidait le GT) a déclaré que la réduction du budget informatique pour 2015 serait « **considérable** » (selon ses propres propos).

D'une manière générale, et devant la gravité de la situation, la CGT a pu apprécier la faiblesse générale de l'argumentaire développé par la Direction Générale.

Ainsi par exemple, l'annonce des décrets gouvernementaux ne «change rien pour la DGFIP»(!)

De la même manière, les coupes budgétaires à venir doivent constituer une opportunité de réinternaliser l'activité (donc avec des suppressions d'emplois)... alors même que l'externalisation était présentée autrefois comme une possibilité de réduction des coûts ! Les mêmes arguments (la réduction des coûts) sont utilisés pour justifier l'internalisation aussi bien que l'externalisation de l'activité.

Parallèlement, la Direction Générale ne souhaitait pas modifier son ordre du jour ou modifier le type de discussion qu'elle voulait avoir sur ces fiches.

Il apparaissait clairement qu'elle cherchait à obtenir un assentiment tacite de syndicats présents sous couvert de pseudo-dialogue social.

Pour la CGT, il n'était pas question de débattre de propositions qui de fait n'en étaient pas, puisque notamment étaient annoncées dans la fiche 3, la mise en place d'une plateforme budget achat au 01 janvier 2015. Cela s'apparentait davantage à une information plutôt qu'à des propositions.

Par ailleurs, ces « décisions » qui impactent directement la vie des agents auraient dû être présentées en CTR avant d'être mises en place par la Direction Générale.

Pour la CGT, ce dialogue serait alors apparu comme totalement faussé.

Tout en feignant de privilégier le dialogue social, la Direction Générale tente d'annihiler totalement le rôle des organisations syndicales et par là même celui des agents qu'elles représentent. Elle aimerait réduire ces instances de dialogue à une simple chambre d'enregistrement de ses décisions.

Dans ce cadre, il convient de noter le front syndical uni pour exiger l'abandon de la généralisation du travail en équipe dans les exploitations qui en étaient exclues (fiche 2), ainsi que le rejet de la mutualisation des fonctions support (fiche 3) porteuse de restructuration et de souffrance au travail là où elle s'appliquerait.

Dans ce simulacre de dialogue social, la CGT refuse de se porter caution sur des fiches et des décisions dont l'exécution est déjà planifiée par la Direction Générale.

Il est inacceptable de voir le rôle de la CGT et des OS en général réduits à de la simple figuration.

Il est inacceptable de voir la Direction Générale refuser de prendre en compte le travail syndical d'expertise concertée avec l'ensemble des collègues sur le terrain.

Il est encore plus inacceptable de la voir prendre unilatéralement des décisions impactant irrémédiablement la pérennité des missions, les conditions de vie au travail et l'avenir des personnels des DISI.

La CGT observe qu'il n'y a rien à négocier dans ces GT nationaux, si ce n'est (pour l'avenir) sur la base des revendications qu'elle porte dans ses cahiers.

La Direction Générale ayant refusé de retirer ses fiches, de les soumettre au dialogue et de reporter les annonces faites en attendant la convocation d'un CTR, la CGT a quitté la séance après deux heures de tractations avant même d'avoir commencé toute discussion sur les fiches proposées.

Elle a appelé à venir manifester l'après-midi dans le cadre de sa journée d'action.

Toutes les organisations syndicales présentes (Solidaires, FO, CFDT, UNSA-CFTC) se sont également retirées du Groupe de Travail national.